

CONTRÔLE DU WEB

Guerre de libération

Raymond Klein

Cyber-attaques contre des banques, hackers en garde à vue, le cyber-espace et le monde « réel » interagissent de plus en plus. L'évolution des technologies place l'humanité devant une question décisive : combien de contrôle et combien de liberté sur le web ?

Facebook est formidable. Ce réseau vous permet d'établir et de maintenir des contacts sur le net, et d'y afficher votre personnalité « virtuelle » sous un jour favorable. La nouvelle version, avec la Timeline et les apps « Open Graph », vous offre de nouvelles possibilités pour faire partager des aspects de votre vie réelle. Pourtant, les champions de la protection des données font la fine bouche : la quantité de données collectées par Facebook sans que l'utilisateur ne s'en rende même compte augmente et leur utilisation sera de plus en plus difficile à contrôler.

Les « Virtual Private Networks » (VPN) sont formidables. Ils vous permettent de contourner toutes sortes de censures en ligne en restant anonyme et constituent un outil important pour les militants et mouvements démocratiques. Pourtant, au Royaume-Uni, le prestataire de service VPN « Hide My Ass » n'a pas fait honneur à son nom. Après avoir été dénoncé au FBI par le VPN, un certain « Recursion », membre du groupe de hackers politiques « Lulzsec » se retrouve dans la merde jusqu'au cou. On lui reproche en effet d'être impliqué dans plusieurs attaques contre des sites web, notamment ceux de journaux Murdoch impliqués dans l'affaire des écoutes illégales.

Alors qu'à Nairobi, cette semaine, l'« Internet Governance Forum » se réunit pour discuter d'une « constitution » pour le net, une guerre civile mondiale se prépare, dont l'enjeu est le cyber-espace. Bien sûr, il y a d'autres « guerres » en cours. Google et Facebook s'affrontent pour la domination des services en ligne, apps ou réseaux sociaux (woxx 1121). Apple et Samsung, alliés à Google, sont engagés dans une lutte sans merci au niveau des tablettes et smartphones, à travers laquelle se joue le contrôle des multiples usages mobiles d'internet. Et de toute façon, les Etats et les multinationales prolongent dans le monde virtuel les « guerres froides » du monde réel, comme le montrent les clashes récurrents entre hackers chinois et services secrets occidentaux.

Cyber-Civil-War

L'enjeu que représente la manière plus ou moins libre d'utiliser le web de l'avenir est pourtant particulier. Comme toutes les guerres civiles, celle-ci oppose non pas des « nations » différentes, mais des membres de la même grande famille des « netizens », des citoyens du net. Et comme dans les guerres civiles « réelles » du passé, cet affrontement virtuel sera moins déterminé par des intérêts économiques ou de puissance que par des vues idéologiques divergentes.

Mais revenons en arrière. Depuis un quart de siècle, l'expérience des ordinateurs et des réseaux est marquée par le paradigme du PC, le « Personal Computer ». Aujourd'hui, l'avènement des smartphones et des tablettes, des apps et du « Cloud Computing » - avec données et logi-

ciels localisés sur internet - pourrait bien annoncer l'ère « post-PC ». D'où l'intérêt de se remémorer l'époque d'avant le PC : on travaillait sur des terminaux reliés à un ordinateur central, avec des applications installées et contrôlées par le département informatique. C'est le PC qui a apporté la formidable liberté de « composer » soi-même l'environnement informatique dans lequel on travaille, depuis le fond d'écran jusqu'au traitement d'image préféré. Paradoxalement, les smartphones, engins en apparence encore plus « personnels » que les ordinateurs, menacent cette liberté. En effet, le contrôle des programmes et des données est à nouveau enlevé des mains des utilisateurs.

Entre-temps, l'enjeu de ce contrôle a changé de dimension. Avec le web, les objets et les liens digitaux ont conquis une place immense dans nos vies professionnelles et privées. En 2000, le rachat de l'entreprise réelle Warner par l'entreprise virtuelle America Online pour 164 milliards de dollars a mis en évidence le poids économique d'internet. Depuis, l'effet de choc des révélations Wikileaks et le rôle joué par les réseaux sociaux lors du « printemps arabe » ont confirmé l'importance du cyber-espace dans le domaine politique. Web libre ou web contrôlé, c'est la question qui divise le monde virtuel - et la réponse donnée aura des conséquences énormes dans le monde réel. D'un côté, il y a des acteurs aux confins de la légalité comme Wikileaks ou les groupes de hackers politiques qui les soutiennent, mais aussi des structures bien plus modérées comme la Electronic Frontier Foundation et la communauté Linux. De l'autre, il y a les Etats, et surtout des sociétés telles que

Facebook, Apple et Google, qui espèrent tirer profit de leur pouvoir de contrôle.

Wikileaks, première bataille

Certes, les Etats ou les sociétés imposent parfois un contrôle, par exemple concernant la « moralité » des contenus. Ainsi, aux Etats-Unis, il peut suffire de mettre en ligne une photo un peu « osée » pour se voir fermer son compte dans un réseau social. De ce côté-ci de l'Atlantique, certaines « opinions » exprimées en ligne peuvent conduire au blocage de sites, alors que la liberté d'expression les tolérerait en Amérique. Enfin, des pays comme la Chine sont encore plus sévères, et de nombreux services en ligne y sont inaccessibles. Clairement, le cyber-espace mondial se heurte aux sensibilités locales, qu'il s'agisse de la « Political Correctness » ou du « Parti Communiste ».

Surtout, les entreprises n'hésitent pas à faire cause commune avec les Etats dès qu'il s'agit de combattre les protagonistes du cyber-espace libre. Ainsi, fin 2010, on a assisté à ce qui comptera sans doute comme la première bataille rangée de la guerre civile du web. Wikileaks se prépare alors à divulguer le contenu de la correspondance diplomatique des ambassades américaines à travers le monde. Dans un premier temps, le site de l'organisation fait l'objet d'attaques de déni de service, mais cela n'empêche pas la publication. Tour à tour, les sociétés qui hébergent Wikileaks, parmi lesquelles Amazon, ferment l'accès au site. Sans succès, car la versatilité du cyber-espace permet de contourner tous les blocages.

Stand up for your right !
Affiche pour le
20e anniversaire de l'EFF
en 2010.

La bataille pour le contrôle de l'information ayant été perdue, les Etats-Unis s'attaquent au « nerf de la guerre » : la collecte de fonds de Wikileaks. Tour à tour, Paypal, Mastercard et Visa bloquent les comptes de l'organisation. Parallèlement, la Suède lance un mandat européen contre le meneur de Wikileaks, Julian Assange, accusé de viol. En réponse à ce qui est considéré comme une déclaration de guerre, le groupe de hackers Anonymous lance des attaques pour « venger Assange », entre autres contre les banques impliquées et la justice suédoise. Depuis, la diffusion de la correspondance diplomatique a continué, mais des dissensions internes ont nui à l'image de Wikileaks. Julian Assange, les informateurs de Wikileaks et les hackers piégés sont victimes d'une répression brutale de la part des Etats. Mais la guerre pour la liberté du cyber-espace est loin d'être perdue.

L'effrayant, c'est pourtant moins le déploiement de moyens dans ce cas particulier que la facilité nouvelle avec laquelle le netizen lambda est contrôlé et exposé à des interventions extérieures. Certes, au nom de la lutte contre le « piratage informatique » et la diffusion d'images pédophiles, on a pu procéder à des perquisitions et des confiscations d'ordinateurs. Mais ces moyens lourds à mettre en oeuvre seront progressivement remplacés par des interventions plus directes. Votre « Music Store », ayant constaté que vous possédez des oeuvres piratées, bloquera l'ensemble de votre discothèque virtuelle. Et des livres achetés en e-book disparaîtront de votre bibliothèque virtuelle le jour où tel photographe ou tel auteur sera mis à l'index. Des « disparitions » de ce

type ont déjà été signalées du côté d'Amazon et d'Apple.

Cette dernière entreprise passe d'ailleurs pour une pionnière du contrôle : longtemps avant l'i-phone, Apple restreignait déjà la liberté d'installer « ce qu'on veut » sur son ordinateur - ce qui n'a pas que des désavantages, avouons-le. De même, les consoles de jeu ont constitué des univers fermés, et le contrôle rigide des licences de software Microsoft a entravé la liberté des utilisateurs. Pourtant, ce contrôle est devenu bien plus facile avec l'utilisation massive des réseaux sociaux et des apps, plus sophistiqués et dépendants du web. Notons que les apps ont pour la première fois fait accepter aux netizens l'idée d'un « web payant » - un modèle qui risque d'être transposé des smartphones aux PC par les acteurs économiques privés. Si le fait de payer est acceptable en soi, la mise en oeuvre de ce modèle introduirait une forme de contrôle pernicieuse.

L'armée des netizens

Comme dans toute guerre civile, les confrontations violentes telles que celle autour de Wikileaks seront moins décisives que la lutte pour les « hearts and minds ». Or pour l'instant, de nombreux netizens trouvent utiles et sympathiques des initiatives telles que Wikileaks, mais acceptent dans leur vie quotidienne la dérive vers plus de contrôle. En effet, le confort et les possibilités offertes par les apps et les réseaux sont séduisants : livres et journaux disponibles sur la tablette, accès permanent à sa discothèque virtuelle, achats en ligne avec des services comme paypal... Même le fait que la position of-

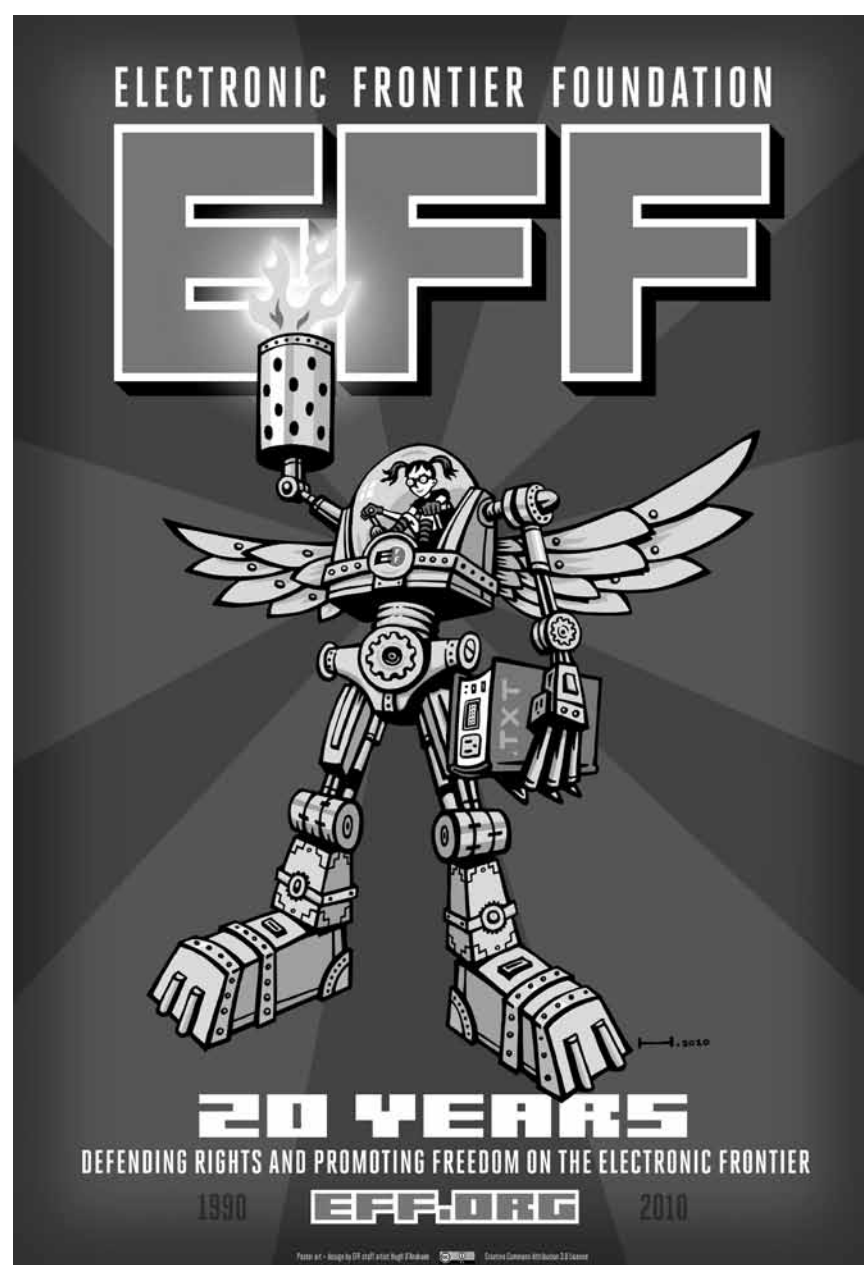


ILLUSTRATION : HUGH D'A / WIKIMEDIA

ficielle de Facebook sur la protection des données est ambiguë n'a pas empêché grand monde de lui tourner le dos. Quant aux services offerts par Google, qui s'affiche plus soucieux en la matière, ils ne situent pas vraiment l'entreprise dans le camp de la liberté. Même Android, le système d'exploitation « ouvert » pour smartphones de Google, n'est pas un vrai logiciel « libre », estime le fondateur de la Free Software Foundation, Richard Stallman, cité par le magazine allemand « ct ». Pour lui, le critère essentiel est le contrôle du système par l'utilisateur. Si Android représente une amélioration par rapport aux systèmes d'Apple et de Microsoft, il prévoit la possibilité de bloquer certains logiciels ou de télécommander certaines fonctionnalités.

Ne désespérons pas : les grandes entreprises sont vulnérables en termes économiques, car des interventions trop voyantes ou intempestives peuvent ruiner leur image de marque. Si la pression est trop forte, les netizens opteront pour des logiciels et des services perçus plus

libres. En effet, des alternatives existent. Gérer ses mails de partout peut se faire par Gmail de Google, mais aussi par le recours à l'interface standardisée Imap. De même, les services et réseaux offerts par Wikipedia ou par la myriade de forums sans intérêt commercial montrent que la richesse du cyber-espace ne se réduit pas aux apps et à Facebook.

En fin de compte, les affrontements pour le contrôle du web ne sont que le prolongement de la lutte politique séculaire pour l'émancipation humaine contre les marchés et la puissance étatique. Certes, de nombreux citoyens et citoyennes ne sont pas encore des « netizens » et ont du mal à appréhender les enjeux de la réalité virtuelle. Mais cette appréhension, on s'en rend compte tous les jours, n'est pas plus aisée dans le camp des épiciers et des flics.